

MAZARS

CABINET VIZZAVONA

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2009**

SELCODIS SA

CABINET VIZZAVONA

MAZARS

Exercice clos le 31 décembre 2009

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

Siège Social : 25 rue Jean Giraudoux 75116 PARIS
Société Anonyme au capital de 1 864 610 €
N° Siren : 690 800 354

SELCODIS SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SBLCODIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,

- la justification de nos appréciations,

- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Au cours de notre audit, nous avons fait les constatations suivantes qui s'opposent à la certification :

- Dans nos précédents rapports sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et sur les comptes semestriels du 30 juin 2009, nous avons indiqué ne pas être en mesure de certifier la régularité et la sincérité des dits comptes, estimant qu'il existait une incertitude quant à la continuité d'exploitation.
- Votre société présente toujours une structure financière déséquilibrée et des capitaux propres négatifs de 34 368 503 €. De plus, nous n'avons pas obtenu, depuis la réunion du conseil de surveillance du 9 septembre 2009, de nouvelles informations, nous permettant d'avoir l'assurance que les moyens financiers nécessaires au règlement du passif et à la poursuite de l'exploitation seront apportés à la société.

- Votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale BDA en garantie du paiement des loyers relatifs aux locaux pris à bail par cette dernière auprès de la société Marsyp et pour autant, en cas de défaillance, que ces locaux ne soient pas reloués à un tiers. BDA ayant fait l'objet d'une décision de liquidation judiciaire prononcée le 26 mai 2009 par le Tribunal de Commerce de Paris, votre société a fait l'objet d'un appel en garantie par la société Marsyp. Cet appel en garantie est devenu partiellement sans objet certains locaux ayant été reloués à un tiers le 22 décembre 2009. La provision d'un montant de 1.460.000 € destinée à couvrir ce litige, devenue sans objet aurait du faire l'objet d'une annulation par la contrepartie du compte de résultat au 31 décembre 2010.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directeur et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus.

III - Vérifications et informations spécifiques

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas de justifications complémentaires à la description motivée de notre impossibilité de certifier, exprimée dans la première partie de notre rapport.

II - Justification des appréciations

En raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

- Nous n'avons pu obtenir les procès verbaux signés des conseils de surveillance, directeur et assemblée générale depuis le 24 juin 2009, à l'exception de celui du conseil de surveillance du 23 juillet 2009.
- Nous n'avons pas été en mesure de mettre en œuvre l'ensemble des diligences prévues par nos normes professionnelles et notamment, malgré notre demande, nous n'avons pas obtenu de réponse de la Direction à nos demandes d'envoi de confirmation directe d'opérations et de soldes auprès des partenaires bancaires de votre société ainsi que du Trésor Public. Les autres procédures de contrôles mises en œuvre ne nous ont pas permis de valider les dettes et créances envers les établissements de crédit. Par ailleurs nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur les informations contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne relatives aux procédures d'élaboration de l'information comptable et financière.
- Contrairement aux dispositions du code de commerce et du Plan Comptable Général, l'annexe aux comptes annuels présentée par la société ne comporte ni les explications nécessaires afin d'apprécier la capacité de la société à poursuivre son exploitation ni les événements survenus depuis la clôture de l'exercice.

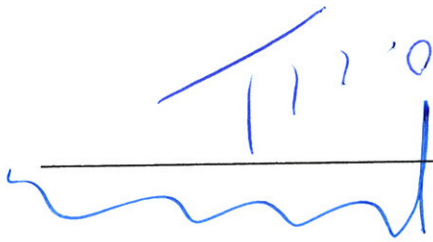
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Paris et Courbevoie, le 30 décembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

CABINET VIZZAVONA

Patrice Vizzavona



Odile Coulaud

MAZARS

COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

BILAN

ACTIF (EN K€)

BILAN ACTIF (EN K€)

Au 31 décembre 2009

	Brut	Amortissements & provisions	Net	Exercice clos le 31.12.2008	Exercice clos le 31.12.2007
Actif immobilisé :	0	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Brevet & Licences	0	0	0	0	0
Fonds commercial	32 008	32 008	0	0	27 693
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	50	0	50	0	28
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Avances & acomptes sur immobilisations	31 783	31 492	291	282	1 380
Titres de participation	9	9	0	9	0
Créances rattachées à des participations	21	21	0	0	0
Autres titres immobilisés	761	761	0	0	0
Prêts	66	66	0	55	0
Autres immobilisations financières	64 698	64 357	341	416	29 157
Total actif immobilisé	90 405	79 270	11 134	13 019	40 611
Actif circulant	1	0	1	40	0
Avances & acomptes fournisseurs	265	223	42	1 339	268
Clients & comptes rattachés	25 315	14 584	10 731	11 211	11 157
Autres créances	106	106	0	0	0
Valeurs mobilières de placement	3	0	3	13	30
Disponibilités	16	0	16	0	0
Charges constatées d'avance	25 706	14 913	10 793	12 603	11 454
Total actif circulant	90 405	79 270	11 134	13 019	40 611
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	180 810	158 540	22 268	26 038	81 222

BILAN

PASSIF (EN K€)

	Exercice clos le 31.12.2009	Exercice clos le 31.12.2008
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	1 865	1 865
Prime d'émission	0	0
Prime d'apport	0	0
Réserve spéciale de réévaluation	0	0
Réserve légale	0	0
Réserve des plus-values nettes à long terme	0	0
Autres réserves	2 116	2 116
Report à nouveau	-38 323	-1 312
Résultat de l'exercice	-26	-37 011
Subventions d'investissement	0	0
Total capitaux propres	-34 368	-34 342
Provisions pour risques & charges :		
- Provisions pour risques	9 830	10 223
- Provisions pour charges	64	0
Total provisions pour risques & charges	9 894	10 223
DETTES		
Emprunts obligataires	0	0
Emprunts & dettes envers les établissements de crédits	4	14
Emprunts & dettes financières diverses	14	4
Avances & acomptes reçus sur commandes	93	93
Fournisseurs & comptes rattachés	946	818
Dettes fiscales & sociales	416	307
Fournisseurs d'immobilisations	0	0
Autres dettes	34 135	35 902
Produits constatés d'avance	35 608	37 138
Total (1)	35 608	37 138
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	11 134	13 019

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (EN K€)

Situation au	Exercice clos	Exercice clos	Exercice clos
31.12.2009	le 31.12.2008	le 31.12.2007	le 31.12.2007
Produits d'exploitation	980	41	41
Prestations de services	98	27	27
Reprise / amortissements & provisions	0	0	0
Transferts de charges	0	0	0
Autres produits	285	0	0
Total des produits d'exploitation	1 079	68	68
Charges d'exploitation	557	998	998
Autres achats & charges externes	56	9	9
Impôts & taxes & versements associés	4	32	32
Salaires & traitements	2	12	12
Charges sociales	6	9	9
Dotations aux amortissements	317	4 315	4 315
Dotation aux provisions	316	0	0
Autres charges de gestion	1 258	5 375	5 375
Total des charges d'exploitation	-27 392	-5 307	-5 307
Produits financiers	0	0	0
Produits financiers de participations	4	0	0
Produits de valeurs mobilières & de créances	0	0	0
Intérêts des prêts & produits assimilés	980	3	3
Produits nets de cession de titres de placement	0	0	0
Reprises de provisions	0	0	0
Différence positive de change	0	0	0
Total des produits financiers	1 020	3	3
Charges financières	79	1 219	1 219
Intérêts & charges sur emprunts	0	4 873	4 873
Dotation aux amortissements & provisions	0	6 093	6 093
Total des charges financières	-1 627	-6 089	-6 089
Résultat financier	-29 019	-11 396	-11 396
Produits exceptionnels	0	1	1
Produits divers exceptionnels	0	0	0
Produit de cession immobilisations corporelles	0	0	0
Produit de cession immobilisations financières	0	10 854	10 854
Reprise de provisions	4 433	212	212
Total des produits exceptionnels	4 433	11 067	11 067
Charges exceptionnelles	14	0	0
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	0	0	0
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	0	0	0
Charges exceptionnelles diverses	10	205	205
Dotations exceptionnelles aux amortissements & aux provisions	4 062	0	0
Total des charges exceptionnelles	4 086	205	205
Résultat exceptionnel	347	10 862	10 862
Impôts sur les bénéfices	0	-549	-549
Résultat de l'exercice	-26	14	14

NOTES PRELIMINAIRES

Informations relatives à l'entreprise.

SFLCODIS SA est la société mère d'un Groupe dont les principales activités, au travers de sa filiale EDA SA, ont été perdues au cours du 1^{er} semestre 2009 après la mise en liquidation judiciaire de cette filiale.

Le jugement de liquidation a été prononcé le 26 mai 2009.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

1.1 Liquidation judiciaire des sociétés EDA SA et 2MD SAS

La société EDA SA s'est fait assister une première fois dans ses négociations par Maître Thévenot dans le cadre d'un mandat ad hoc selon les termes d'une ordonnance rendue par M. le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 1^{er} décembre 2008 pour négocier notamment :

- Avec les partenaires financiers de l'entreprise afin d'obtenir des conditions de financement et des garanties compatibles avec les besoins de cette dernière,
- Avec les partenaires fiscaux et sociaux de l'entreprise afin d'obtenir un aménagement des modalités de paiement des charges.

Le tout en vue de permettre une poursuite pérenne de l'exploitation.

En parallèle avec les actions menées pour concrétiser l'opération financière, des contacts ont été pris avec des partenaires, susceptibles de montrer un intérêt pour accompagner le groupe EDA dans sa consolidation.

Dans ce cadre, EDA SA n'est pas parvenue à formaliser un accord, mais les discussions avec les principaux partenaires financiers étant toujours en cours fin janvier 2009, elle a sollicité une nouvelle assistance auprès de Maître Thévenot dans le cadre d'une conciliation selon les termes d'une ordonnance de M. le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 5 février 2009 avec pour objectif complémentaire :

- De négocier le concours des fournisseurs par le biais de moratoires,
- De renégocier le maintien des concours accordés par le factor,
- De négocier le maintien des lignes de couverture des assureurs crédit.

Et plus généralement, d'accompagner les dirigeants dans l'achèvement de la restructuration financière entreprise, en ce compris le recours éventuel à des partenaires capitalistiques externes.

Compte tenu de la tension grandissante sur l'activité, conséquence de la baisse des stocks, de l'utilisation maximale des couvertures qui a conduit les fournisseurs à demander le règlement des commandes au comptant, et de l'absence de financements sollicités ; les besoins de trésorerie ont augmenté et les objectifs sont devenus les suivants :

- Obtention d'une garantie sur un emprunt obligataire,
- Obtention d'un étalement sur 3 ans avec une franchise de 9 mois des dettes fiscales et sociales,
- Obtention d'un crédit-relais sur 80% du prix de vente prévisionnel des bâtiments d'Albi et de Lunel en attente de leur cession,
- Maintien à minima des conditions d'affacturage et rétablissement de l'avance permanente consentie jusqu'en décembre 2008 par le factor.

Au début du mois de février 2009, le concours des services du médiateur du crédit aux Entreprises a été sollicité pour appuyer l'action d'EDA et du conciliateur dans les négociations avec les organismes financiers.

Dans ce cadre, lors du communiqué de presse du 13 février 2009, il avait été précisé qu'EDA devait faire face à un besoin de financement complémentaire retardé du fait de la détérioration de la conjoncture financière et qu'elle recherchait activement des solutions afin d'assurer cette couverture.

Etant donné l'impossibilité de livrer les commandes reçues, une dégradation massive d'activité est intervenue dans le courant du mois de février, constatée en fin de mois par la dénonciation d'accords commerciaux avec un certain nombre de clients nationaux.

De ce fait, les besoins financiers immédiats à fin février 2009 ont fortement augmenté en conséquence des pertes intercalaires de janvier et février, des pertes provisionnelles de mars et de l'accumulation des décalages de règlement des fournisseurs, rendant impossible la mise en place de financement de l'activité ainsi que l'adossement à un partenaire capitalistique, du fait de l'impossibilité d'avoir un retour sur investissement.

Néanmoins, un certain nombre de candidats repreneurs ont été rencontrés et certains ont marqué leur intérêt mais, compte tenu de la dégradation des indicateurs financiers, pour autant que cette reprise s'effectue postérieurement à un dépôt de bilan.

Afin d'essayer de préserver la pérennité de l'entreprise, la sauvegarde des emplois et compte tenu de l'état de cessation de paiements, la direction générale d'EDA n'avait pas d'autre choix que de procéder à une déclaration de cessation de paiement afin de favoriser, dans le délai le plus rapproché possible, une solution de reprise de l'entreprise sous protection judiciaire.

Par jugement en date du 31 mars 2009, le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé le redressement judiciaire de la société EDA et de sa filiale 2MD, à la suite des déclarations de cessation de paiement effectuées par la société, le 26 mars, date à laquelle la société SELCODIS a demandé à Nyse-Euronext la suspension de cotation de l'action SELCODIS.

Maître Christophe Thévenot a été nommé administrateur judiciaire et la Selafa MJA, prise en la personne de Maître Frédérique Lévy, a été nommée mandataire judiciaire. La période d'observation a été ouverte pour une période de quatre mois.

Un appel d'offres a été organisé par l'administrateur judiciaire aux fins de recueillir des offres de reprise partielles ou totales avant le 4 mai 2009 (cf. Publication dans le Journal Les Echos du 3 avril 2009).

Les offres ont été examinées par le Tribunal le 19 mai et un jugement a été prononcé le 26 mai 2009.

Pour la société EDA, le Tribunal de Commerce de Paris a arrêté la cession partielle des sites de Noyal-Pontivy et de Bourgoin-Jallieu au profit de la société SUPERGROUP.

Pour la société 2MD, ce même Tribunal a arrêté la cession totale au profit de Mme Paillet et de Mr Brunet.

Le Tribunal a, par ailleurs, prononcé la liquidation judiciaire des sociétés EDA SA et 2MD SAS avec une clôture fixée à 2 ans. SELAFA MJA en la personne de Me Levy étant nommé liquidateur.

1.2 Convention d'assistance

Une convention d'assistance a été signée entre les sociétés SELCODIS et EDA le 20 février 2009. Cette convention a pris effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2008 pour une période initiale de deux ans.

Cette décision sera soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale.
Paris.

Par décision du 24 juin 2009, le Conseil de Surveillance a transféré le siège de la société du 13 boulevard du Mont d'Est, 93191 Noisy le Grand au 31 avenue Franklin Roosevelt - 75008

1.5 Transfert du siège social de SELCODIS

En date du 16 mars 2009, Monsieur Patrice Dupont a été nommé Président Directeur Général de la société EDA SA en remplacement de Monsieur Lucien Selce.

1.4 Changement de Président de EDA SA

Tous ces événements ont été relatés dans des communiqués de presse en date du 30 avril 2009 et du 10 juillet 2009.

1.3 Communiqué de presse

Cette convention a pris fin le 26 mai 2009, à la suite du jugement de liquidation d'EDA SA.
2009.

Cette convention a été agréée par le Conseil d'Administration de EDA en date du 23 décembre 2008, et par le Conseil de Surveillance de SELCODIS en date du 29 janvier

En outre, EDA pourrait faire appel à SELCODIS pour suivre des opérations spécifiques, en particulier de négociations de rachat et de cession, de suivi de montage financier et de recherche de partenaires industriels, commerciaux ou financiers.
des compétences).

- Ressources humaines (assistance au suivi de l'évolution des effectifs, pour l'évaluation auprès des assurances crédit).

- Suivi budgétaire (assistance pour la planification budgétaire, pour la planification financière, pour le contrôle budgétaire et le contrôle des coûts, pour les démarches

- Administration générale (assistance pour la prospective stratégique et commerciale, pour la mise en œuvre de restructurations juridiques).

Dans le cadre de cette convention, SELCODIS s'engageait à fournir à EDA, sans participer à la direction opérationnelle de la société, son assistance dans les domaines suivants :

1.6 Modification des organes d'administration

- Démission de Monsieur Bernard Perez de ses fonctions dans les organes d'administration des sociétés du groupe :
 - Président et membre du directoire dans la société SELCODIS
 - Administrateur du GIE SUPERVOX
 - Président de la SAS WAGRAPAR DEVELOPPEMENT
- Cette démission a été présentée lors du Conseil de Surveillance du 24 juin 2009 qui lui a demandé de rester en fonction jusqu'au Conseil de Surveillance du 23 juillet 2009.
- Démission de Monsieur Manuel Garcia de ses fonctions de membre du Directoire de la société SELCODIS.

Cette démission a été notifiée le 10 juillet avec date d'effet au 23 juillet 2009.
- Le 23 juillet 2009, le Conseil a arrêté les comptes, Monsieur Patrice Dupont a été nommé à la Présidence du Directoire et Madame Monique Bonnot a remplacé Monsieur Manuel Garcia en qualité de membre de membre du Directoire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes présentés sont établis en Euros.

Le total du bilan avant répartition du résultat au 31 décembre 2009 s'élève à 11.129.276 Euros et le compte de résultat arrêté au 31 décembre 2009, présenté sous forme de liste, dégage un résultat déficitaire de 26.381 Euros.

La période s'étend sur une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

- Indépendance des exercices,

- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au coût historique.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis selon la méthode linéaire sur trois ans.

Compte tenu de la liquidation de la société « EDA », en date du 26 mai 2009, les deux malis de fusion figurant dans les comptes pour un montant de 32 008 K€ sont dépréciés à hauteur de 100 %.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.5 Créances

Les valeurs mobilières et droits sociaux figurant dans ce poste sont enregistrés pour leur coût historique, hors frais accessoires d'achat.

L'évaluation à la clôture de l'exercice est effectuée en comparant ce coût historique à la valeur boursière résultant du cours moyen constaté le dernier mois de l'exercice pour les titres cotés. Si la valeur boursière pour les titres cotés ou leur valeur probable de négociation, pour les titres non cotés, est inférieure au coût historique, une provision pour dépréciation est constituée.

2.4 Valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont évalués à la clôture de chaque exercice en comparant la valeur d'usage déterminée en retenant les critères appropriés à la participation concernée (quotes-parts d'actif net, valeur de rendement, rentabilité) et le coût historique.

Si la valeur d'usage ainsi déterminée est inférieure au coût historique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

En cas de cession, les plus-values sont déterminées en admettant que les titres les plus anciens sont les premiers sortis.

2.3 Participation et autres titres immobilisés

Au 31/12/2009, l'ensemble des immobilisations a été mis au rebut, engendrant une valeur nette comptable de 14 k€.

Postes	Mode	Durées
Installations	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau & informatique	Linéaire	8 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

2.6 Provisions inscrites au bilan

Le tableau "Provisions et dépréciations inscrites au bilan" décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

2.7 Règles et méthodes spécifiques

Provision suite à l'évaluation du risque sur filiales

A chaque clôture, la société procède à l'évaluation du risque qu'elle encourt au titre de ses filiales. Cette évaluation repose sur :

- Le risque liquidatif estimé pour les sociétés en cours de liquidation,
- L'analyse des situations nettes comptables pour les autres filiales.

Ce risque est couvert intégralement par des provisions pour dépréciation des actifs comptabilisés à la clôture, et par les engagements reçus de la société Chenard & Walcker, et de l'actionnaire principal, Mr Lucien Selce (Cf. paragraphe « engagements financiers »).

Au 31 décembre 2009, l'analyse bilanciale du risque est la suivante :

(En K€)

VALEURS BILANCIELLES - SELCODIS SA

	Provision actif	Provision passif	Brut	Net
Filiales liquidées (avec filiale EDA)	23 460	-	23 460	-
Titres de participation détenus par SELCODIS	-	-	22 061	7 507
Créances détenues par SELCODIS	-	-	14 554	-
Provision pour risque et charges	-	-	-	7 507
Autres filiales				
Titres de participation détenus par SELCODIS	8 323	-	8 031	292
Créances détenues par SELCODIS	3 454	-	158	3 296
Provision pour risque et charges	-	-	-	-
Situations nettes négatives cumulées	-	-	-	3 588
Total titres de participation détenus par SELCODIS	31 783	-	31 491	292
Total créances détenues par SELCODIS	25 515	-	14 712	10 803
Total provision pour risque et charges	57 298	-	46 203	11 095

Le risque encouru au 31 décembre 2009 par SELCODIS au titre des filiales est couvert Par courrier en date du 20 octobre 2006, Monsieur Selce s'est engagé à maintenir son compte courant à un niveau suffisant pour couvrir les engagements bilanciels au titre des risques sur filiales liquidées et ainsi réserver 10 M€ sur son compte courant. Au 31 décembre 2009, les risques bilanciels ressortent à 7 507 K€ pour SELCODIS SA et à 2 202 K€ pour le GIE, soit un total de 9 709 K€.

3. IMMOBILISATIONS

CADREA		En K€	
Valeur brute	Début d'exercice	Révaluations	Acquisitions
Augmentation			
Immobilités incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement	0	0	0
Total I	32 008	0	0
Immobilités incorporelles			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0	0
Total II	32 008	0	0
Immobilités financières			
Terrains	50	0	0
Constructions sur sol propre	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui	0	0	0
Installations générales, agencements et aménagements	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages industriels	152	0	0
Matériels de transport	301	0	0
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0	0	0
Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilités corporelles en cours	0	0	0
Avances et acomptes	503	0	0
Total III	503	0	0
Immobilités financières			
Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
Autres participations	31 792	0	0
Autres titres immobilisés	21	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	827	0	0
Total IV	32 640	0	0
Total général (I+II+III+IV)			
Total général	65 151	0	0
Révaluations	0	0	0
CADRE B			
En K€			
Immobilités incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement	0	0	0
Total I	32 008	0	0
Immobilités incorporelles			
Terrains	50	0	0
Constructions sur sol propre	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui	0	0	0
Installations générales, agencements et aménagements	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages industriels	152	0	0
Matériels de transport	301	0	0
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0	0	0
Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilités corporelles en cours	0	0	0
Avances et acomptes	503	0	0
Total III	503	0	0
Immobilités financières			
Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
Autres participations	31 792	0	0
Autres titres immobilisés	21	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	827	0	0
Total IV	32 640	0	0
Total général (I+II+III+IV)			
Total général	65 151	0	0
Révaluations	0	0	0

4. AMORTISSEMENTS

Cadre A			
SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
AMORTISSEMENTS	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
En K€	Montant net	Sorties / Reprises	Montant net
AMORTISSEMENTS INCORPORÉES			
Frais d'établissement recherche développement	0		
Total I	0		
Autres immobilisations incorporelles	0		
Total II	0		
Immobilisations corporelles	0		
Terrains	0		
Constructions sur sol propre	0		
Constructions sur sol d'autrui	0		
Installations Générales, agenc.	0		
et aménag. Constructions	0		
Installations techniques, matériels et outillages industriels	145	4	141
Installations générales, agencements et aménagements divers	0		
Matériels de transport	288	4	284
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0		
Emballages récupérables et divers	0		
Total III	433	8	425
Total général (I+II+III)	433	8	425
VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
En K€	Amort	Amort	Reprises
	Linéaires	Dégressifs	Excepl.
AMORTISSEMENTS			
Immobilisations incorporelles	0		
Frais d'établiss, recherche développ. (I)			
(II)			
Aut. immobilisations incorporelles	0		
Immobilisations corporelles	4		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Instal. génér. agenc. Construction	4		
Instal. techn, matériels outils industriels			
Instal. Génér, agenc. et aménag. Divers	4		
Matériel de transport			
Matériel bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Total III	8		
Total général (I+II+III)	8		
Cadre B			
Cadre C			
Cadre D			
AMORTISSEMENTS INCORPORÉES			
Frais d'établissement recherche développement	0		
Total I	0		
Autres immobilisations incorporelles	0		
Total II	0		
Immobilisations corporelles	0		
Terrains	0		
Constructions sur sol propre	0		
Constructions sur sol d'autrui	0		
Installations Générales, agenc.	0		
et aménag. Constructions	0		
Installations techniques, matériels et outillages industriels	145	4	141
Installations générales, agencements et aménagements divers	0		
Matériels de transport	288	4	284
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0		
Emballages récupérables et divers	0		
Total III	433	8	425
Total général (I+II+III)	433	8	425
Cadre D			
AMORTISSEMENTS INCORPORÉES			
Frais d'établissement recherche développement	0		
Total I	0		
Autres immobilisations incorporelles	0		
Total II	0		
Immobilisations corporelles	0		
Terrains	0		
Constructions sur sol propre	0		
Constructions sur sol d'autrui	0		
Installations Générales, agenc.	0		
et aménag. Constructions	0		
Installations techniques, matériels et outillages industriels	145	4	141
Installations générales, agencements et aménagements divers	0		
Matériels de transport	288	4	284
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0		
Emballages récupérables et divers	0		
Total III	433	8	425
Total général (I+II+III)	433	8	425
Cadre E			
AMORTISSEMENTS INCORPORÉES			
Frais d'établissement recherche développement	0		
Total I	0		
Autres immobilisations incorporelles	0		
Total II	0		
Immobilisations corporelles	0		
Terrains	0		
Constructions sur sol propre	0		
Constructions sur sol d'autrui	0		
Installations Générales, agenc.	0		
et aménag. Constructions	0		
Installations techniques, matériels et outillages industriels	145	4	141
Installations générales, agencements et aménagements divers	0		
Matériels de transport	288	4	284
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0		
Emballages récupérables et divers	0		
Total III	433	8	425
Total général (I+II+III)	433	8	425
Cadre F			
AMORTISSEMENTS INCORPORÉES			
Frais d'établissement recherche développement	0		
Total I	0		
Autres immobilisations incorporelles	0		
Total II	0		
Immobilisations corporelles	0		
Terrains	0		
Constructions sur sol propre	0		
Constructions sur sol d'autrui	0		
Installations Générales, agenc.	0		
et aménag. Constructions	0		
Installations techniques, matériels et outillages industriels	145	4	141
Installations générales, agencements et aménagements divers	0		
Matériels de transport	288	4	284
Matériel de bureau et informatique, mobilier	0		
Emballages récupérables et divers	0		
Total III	433	8	425
Total général (I+II+III)	433	8	425

5. PROVISIONS ACTIF ET PASSIF INSCRITES AU BILAN

Provisions pour investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Provisions pour fluctuations des cours	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92	0	0	0	0
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
Total I	0	0	0	0
Provisions pour litiges	1 550	0	0	1 550
Provisions pour garanties données aux clients	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions et obligations similaires	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	64	0	64
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour grosses réparations	0	0	0	0
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés	0	45	0	45
Autres provisions pour risques et charges	10 223	109	0	10 332
Total II	10 223	109	0	10 332
Provisions pour dépréciations sur immobilisations incorporelles	32 008	32 008	32 008	32 008
sur immobilisations corporelles	0	0	0	0
Sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Sur titres de participations	31 492	29	31 463	31 463
Sur autres immobilisations financières	801	56	857	857
Sur stocks et en-cours	0	0	0	0
Sur comptes clients	83	172	0	255
Sur provisions pour dépréciation	14 611	228	29	79 194
Total III	78 995	228	29	79 194
Total général (I+II+III)	89 218	337	29	89 526
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation	275			
- financières		64		
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art.39-15 du CGI)

(1) Dont provision pour dépréciation du compte courant Nauder : 9 171 K€
 Dont provision pour dépréciation des risques filiales : 4 955 K€
 Dont provision pour dépréciation des débiteurs divers : 378 K€
 Dont provision pour dépréciation des VMP : 106 K€

(2) Provision pour dépréciation sur mail de fusion : 32 008 K€

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

EN K€	VALEUR BRUTE	VALEUR BRUTE	PLUS VALUE
	01.01.09	31.06.09	LATENTE
7105 Actions propres Selcodis	106	106	Néant
Total	106	106	Néant

Conformément à l'autorisation donnée par l'AGO du 26 octobre 1998 et aux dispositions de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1996, la société peut procéder à l'achat et à la vente de ses propres actions. Au 31 décembre 2009, elle en détient 7 105 pour un montant de 106 K€ (valeur brute). Il n'y a eu aucun flux d'achat et de vente au cours de la période.

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan EN K€	Montant concernant les entreprises liées avec lesquelles la société a un lien de participation			Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce	
	<i>Brut</i>	<i>Provision</i>	<i>Brut</i>	<i>Provision</i>	
Capital souscrit, non appelé	31 783	-31 492			
Créances rattachées à des participations	9	-9			
Prêts	761	-761			
Autres titres immobilisés					
Autres immobilisations financières	32 553	-32 262			
Total immobilisations					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	25 214	-14 584			
Autres créances					
Capital souscrit appelé, non versé	25 214	-14 584			
Total créances	25 214	-14 584			
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités					
Dettes					
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts convertibles					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1052				
Emprunts et dettes financières divers					
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes	265				
Total dettes	1 317				

FONDS COMMERCIAL

Les opérations juridiques réalisées avec OED Finances et OED SA en fin d'année 2005 ont conduit à constater dans les comptes deux malis de fusion pour un montant total de 32 008 KE, déprécié à 100 % au 30 juin 2009.

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	
31/12/2009	31/12/2008
Créances rattachées à des participations	
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 153
Autres créances	24
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	1 177

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	
31/12/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121
Dettes fiscales et sociales	388
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23
Autres dettes	265
Total	681

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Charges constatées d'avance : 16 K€

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

des actions en €	Au début de l'exercice	Crées pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	En fin d'exercice
0,30	6 215 364			6 215 364

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

EN K€	France	ETRANGER	TOTAL
Ventes de produits finis	0	0	0
Prestations de services	600	0	600
Total	600	0	600

RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€

Produits divers (1)	0
Produit de cession immobilisations corporelles	0
Produit de cession immobilisations financières	0
Reprise sur provisions	4 433
Total des produits exceptionnels	4 433
Charges exceptionnelles :	
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	14
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	0
- Frais cession de titres	0
- Charges exceptionnelles diverses	10
- Dotations exceptionnelles aux amort. & aux provisions	4 062
Total des charges exceptionnelles	4 086
Resultat exceptionnel	347

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(4) Engagement de réalisation de travaux sur les sites de LIEVIN, NIVOLAS VERMELLE et NOYA

Engagements donnés	Montant (en K€)
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties (1)	5 452
Engagements de paiement de loyers (2)	4 800
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	
Autres engagements donnés (4)	1 989
Total	12 241
(1) Dont concernant :	
- Magetti Marilli	1 276
- Plan de continuation Nauder	4 176
Engagements reçus	
Cautions (3)	15 910
Total	15 910
Nantissement du compte courant	
Compte courant M. Selce au profit de la Cegi	4 000

(5) Engagement en garantie d'exécution du bail des locaux situés à LIEVIN, conclu entre les sociétés BDA SA et MARSYP, en ceux compris le paiement de loyers sur la base de 480 K€ par an sur 10 ans au profit de la société MARSYP. Une provision est comptabilisée à hauteur de 4 240 K€.

(6) Dont octroyées par :

- Chenard & Walcker : sur plan de continuation Nauder 2000 4 176
- CEGI (Loyer Auterive) 1 734

Par courrir en date du 20 octobre 2006, Monsieur Lucien Selce s'est engagé à maintenir son compte courant à un niveau suffisant pour couvrir les engagements hors bilan au titre des risques sur filiales.

- Lucien Selce 10 000

Par courrir en date du 20 octobre 2006, Monsieur Lucien Selce s'est engagé à maintenir son compte courant à hauteur de 10 000 K€ pour couvrir les engagements bilanciaux au titre des risques sur filiales liquides.

(7) Engagement de réalisation de travaux sur les sites de LIEVIN, NIVOLAS VERMELLE et NOYA PONTVY, à hauteur de 1 989 K€. Une provision est comptabilisée à hauteur de 3 989 K€.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE DEPART A LA RETRAITE

SELCODIS SA n'a pas eu de personnel salarié en 2009.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

Néant – CF § 17 – Engagements financiers.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Il n'a été versé aucune rémunération au titre de la période aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance à raison de leurs fonctions.

EFFECTIF MOYEN

	31.12.2009	31.12.08
Cadres	0	0
Agents de maîtrise	0	1
Employés / Ouvriers	0	1
Total	0	1

INFORMATION EN MATIERE DE CREDIT BAIL

La société n'est pas concernée par ce type d'opération.